

## MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION

Brochure n° 3078 | Conventions collectives nationales

### CABINETS D'AVOCATS

IDCC : 1000 | **PERSONNEL SALARIÉ**

IDCC : 1850 | **AVOCATS SALARIÉS**

### Avenant n° 129 du 20 novembre 2020

relatif à la contribution conventionnelle

NOR : ASET2150174M

IDCC : 1000

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**CNAE ;**

**UPSA ;**

**SAFE ;**

**AEF,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CSFV CFTC ;**

**FEC FO ;**

**SNPJ CFTD ;**

**FNSECP CGT ;**

**FESSAD UNSA,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

### Préambule

Cet accord reconduit la contribution conventionnelle de la branche sur la formation professionnelle continue.

### Article 1<sup>er</sup> | *Objet*

Le présent accord a pour objet de reconduire la contribution conventionnelle de la branche sur la formation professionnelle continue.

En application des dispositions de l'article L. 6332-1-2 du code du travail, les entreprises de 1 à 299 salariés versent une contribution conventionnelle de formation à l'OPCOEP, qui s'élève à 0,35 % de la masse salariale brute du personnel non-avocat, y compris les entreprises dont le siège est implanté dans les DROM.

Cette contribution s'applique à la collecte exigible à partir de la masse salariale de l'année 2020.

## **Article 2 | Champ d'application**

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant de la convention collective nationale de convention collective nationale du personnel des cabinets d'avocats du 20 février 1979 étendue par arrêté du 13 novembre 1979 (IDCC 1000).

## **Article 3 | Mesures spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés**

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1, les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord portant sur la fixation du taux de la contribution n'avait pas à porter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1, sous réserves des situations explicitement évoqués dans l'accord. En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise dans une branche composée presque exclusivement d'entreprise de moins de 50 salariés.

## **Article 4 | Durée**

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

## **Article 5 | Révision**

Le présent accord peut être révisé conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

## **Article 6 | Date d'application**

Les dispositions du présent accord entrent en vigueur au jour de la signature du présent avenant.

## **Article 7 | Dépôt et publicité**

Le présent accord fera l'objet de formalités de dépôt conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, auprès des services du ministre chargé du travail.

## **Article 8 | Extension**

Les partenaires sociaux conviennent de demander l'extension du présent accord conformément aux dispositions de l'article L. 2261-15 du code du travail.

*Fait à Paris, le 20 novembre 2020.*

(Suivent les signatures.)